

La crise, un choc systémique équivalent à un grand conflit mondial

Laurent Carroué

DANS **LA GÉOGRAPHIE** 2013/1 N° 1548 , PAGES 16 À 19

ÉDITIONS **SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE**

ISSN 1964-9002

DOI 10.3917/geo.1548.0016

Date de mise en ligne : 15/03/2023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-la-geographie-2013-1-page-16?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Société de Géographie.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La crise, un choc systémique équivalent à un grand conflit mondial

Par Laurent Carroué, Géographe,
directeur de recherche à l'Institut Français de Géopolitique
(université de Paris Vincennes-Saint Denis),
inspecteur général de l'Éducation nationale

Depuis le début de la crise des *subprimes* aux États-Unis fin 2006, le monde est entré en 2013 dans la septième année d'une crise mondiale qui s'avère être la plus considérable depuis 1929. Elle se caractérise comme une crise systémique touchant à l'essence même du processus de mondialisation. On assiste, en effet, à l'effondrement du nouveau régime d'accumulation financière né au début des années 1980. Ce nouveau stade historique de la mondialisation visait un double objectif : refondre les bases mêmes de l'hégémonie mondiale anglo-saxonne en crise profonde à la fin des années 1970 face au Sud (échec au Viêt-Nam...) et à l'Est, épuiser l'URSS et le camp socialiste. Cette stratégie permit, en particulier aux États-Unis, de passer du statut de superpuissance entre 1945 et 1990 à celui d'hyperpuissance de 1990 à 2010. Avant que ses capacités géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques (échecs irakien et afghan) ne soient fortement ébranlées en interne et en externe par la crise actuelle. Ces dernières années, un des phénomènes les plus singuliers réside sans doute dans la grande difficulté des élites politiques ou des économistes à concevoir la rupture historique considérable introduite par la crise. On change tout simplement de siècle. Les structures géopolitiques nées en 1945 se sont définitivement effondrées, les rapports traditionnels Nord/Sud sont en partie en train de basculer et l'Europe et l'Amérique du Nord sont au cœur du cyclone dans un monde de plus en plus multipolaire. C'est en fait toute la carte du monde qui est bouleversée sous nos yeux.

D'autant que le coût économique de la crise est d'ores et déjà équivalent à un grand conflit mondial du fait de l'effondrement du processus de suraccumulation de capital financier réalisé progressivement depuis trente ans. Pour donner un ordre d'idée de ce capital financier, la seule valeur nominale des marchés dérivés atteint 639 000 milliards de dollars en juin 2012 selon la Banque des règlements internationaux (BRI). La destruction de capital financier, immobilier et productif à laquelle on assiste actuellement, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, est en effet sans précédent depuis quatre-vingt-trois



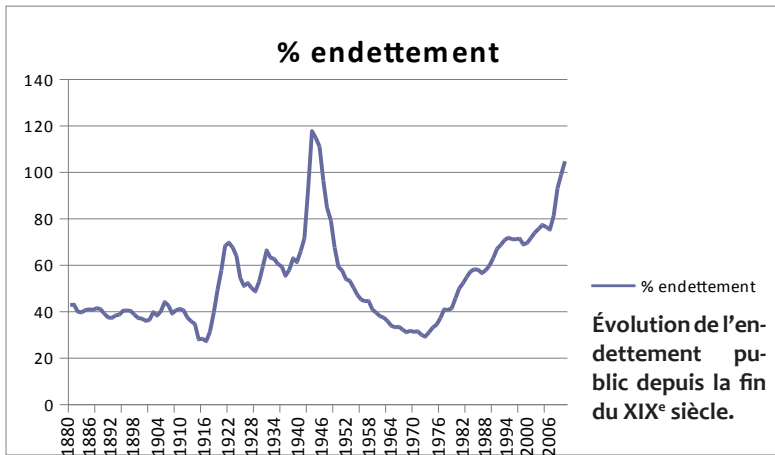
Tentes du mouvement Occupy London Stock Exchange, 16 oct. 2011.

© Yui Mok/PA Wire

ans. Par exemple, entre 2007 et 2012, la valeur de la capitalisation boursière mondiale recule de 16 237 milliards de dollars, soit une destruction de presque 25 % du capital en cinq ans, soit un montant supérieur au PIB des États-Unis qui était en 2011 de 15 064 milliards de dollars. La destruction de capital immobilier est tout aussi considérable, en particulier dans les économies ayant connu de vastes bulles spéculatives comme le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne et bien d'autres, au prix d'une explosion de l'endettement privé des ménages. Entre 2002 et 2012, la perte de valeur pour les seuls ménages étatsuniens est ainsi de 4 500 milliards de dollars. Enfin, la crise se traduit par la destruction historique d'un important capital productif dans de nombreuses branches comme l'automobile, la sidérurgie, la chimie, le raffinage d'hydrocarbures, etc., comme en témoignent les débats actuels sur la désindustrialisation et les questions de compétitivité dans l'Union européenne ou aux États-Unis. Le tout provoque une explosion de chômage. Dans la zone euro, cela représente 18,5 millions d'actifs en octobre 2012, soit 11,6 % de la population active. Il faudrait à l'échelle mondiale la création de 65 millions d'emplois dans le monde pour revenir à une situation équivalente à l'avant-crise.

Sortir de la crise

Face à ces réalités, il nous faut inventer une trajectoire de sortie de crise



historiquement totalement novatrice face à l'interdiction du recours à la Guerre mondiale pour régler la montée des tensions (*cf.* crise des années 1930), du fait en particulier de l'épée de Damoclès que représente l'arsenal nucléaire stratégique. Pour la France et l'Europe, et plus globalement l'ensemble des pays développés, la question centrale est bien d'engager une Nouvelle Révolution Industrielle et Technologique induisant une rupture technologique et civilisationnelle équivalente à la révolution industrielle de la fin du XIX^e siècle. Éducation, formation, science et innovation sont au cœur des enjeux d'avenir. Dans ces conditions, il faut repenser la géographie des systèmes productifs, les logiques métropolitaines, la dynamique logistique des réseaux de transport... Bref, repenser les articulations entre économies, sociétés et territoires.

Dernier élément important, alors que l'idéologie ultra-libérale des décennies précédentes cherchait à invalider à la fois l'État et l'échelle nationale, la crise se caractérise par un retour sans précédent de ceux-ci dans l'action et les débats. Ce qui constitue là encore un fait géographique majeur. On peut en saisir l'importance à travers l'explosion de la dette publique, qui fait directement partie du coût de la crise pour les contribuables et citoyens. Entre 2006 et 2013, le stock mondial de dettes publiques passe selon le FMI de 32 649 à 60 431 milliards de dollars, soit une hausse de 27 782 milliards de dollars (+ 85 %, soit 184 % du PIB 2011 des États-Unis).

Aujourd'hui, les pays développés sont responsables de 85 % du stock mondial de dette publique, soit le chiffre vertigineux de 51 150 milliards de dollars (voir ci-dessus). Ainsi, la dette publique de l'Union européenne augmente de 62 % pour représenter à elle seule un quart de la dette publique mondiale. Selon les données publiées par le FMI cet automne, si le taux d'endettement public des grands pays développés est en moyenne de 53,5 % du PIB sur 130 ans, il monte à 70 % du PIB à la suite de la 1^{ère} Guerre mondiale et à 115 % du PIB en 1945 à la suite de la Seconde Guerre mondiale pour atteindre 105



Ci-dessus : la tour Goldman-Sachs vue depuis Governor's Island, New York. D.R.

% en 2011. Comme on peut le constater, la mobilisation étatique actuelle est donc bien équivalente à un grand conflit mondial.

On doit cependant relever que la dette publique n'est qu'un des éléments d'un endettement beaucoup plus général du fait du développement ces dernières décennies d'une économie d'endettement généralisée dans les grands pays développés. La dette cumulée, publique et privée, des États-Unis se monte ainsi à plus de 72 % du PIB... mondial. Pour se financer, les grands pays développés sont de plus en plus dépendants des financements extérieurs. Dans ce contexte, les pays des Suds, en particulier les grands pays émergents et les pays du Golfe persique qui contrôlent 80 % des réserves mondiales de change, deviennent les « banquiers du monde ».

Face à ces défis, il y a urgence à refonder le modèle de croissance des grands pays développés. Il faut pour cela impulser une nécessaire « rerégulation » des marchés financiers et leur réorientation vers le financement d'un développement économique, social et territorial plus efficace, pérenne, stable et plus solidaire.

Pour en savoir plus :

Les trois dernières publications de L. Carroué : *Canada, États-Unis, Mexique*, Bréal, Paris, 2012. ; (ss coord.) : « Crise et basculement du monde », Dossier thématique, revue *Historiens et Géographes*, n°416, 2012. Téléchargeable sur le site de l'Académie de Nantes à l'adresse http://www.pedagogie.ac-nantes.fr/1328102640682/0/fiche__ressourcepedagogique/&RH=1160761636828 ; « Mondialisation et localisation des activités économiques : les nouveaux défis posés par l'entrée dans le XXI^e siècle », Territoires 2040, « Des facteurs de changement », Datar, Paris, 2012. Téléchargeable sur le site de la DATAR : <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article226>